

transformer Chypre en un protectorat britannique.

De 1945 à nos jours, l'importance stratégique d'Athènes, d'Ankara et de Nicosie a fluctué bien sûr selon le déplacement des foyers de tension à l'intérieur du système international mais aussi en fonction des intérêts stratégiques des puissances concernées.

On se rendit compte en fait très vite qu'il fallait réconcilier deux nations qui s'étaient opposées à plusieurs reprises durant le XIX^e siècle, et une fois de trop dans un combat fort sanglant en 1922. Trente ans plus tard, la Grèce et la Turquie scellaient leur réconciliation en adhérant au traité de l'Atlantique Nord. Cette formule risquait peu de bouleverser les us et coutumes de ces deux pays car ils avaient eu moult fois dans le passé l'occasion de conclure des alliances militaires, ce qui avait valu à la Grèce de gagner, grâce à ses alliés, à peu près toutes les batailles livrées, tandis que la Turquie, souvent laissée à elle-même, accusait défaite sur défaite, à l'exception des guerres qu'elle mena contre la Grèce, en 1897 et 1922.

Cette adhésion à l'OTAN cachait une intention plus profonde: refuser à l'URSS l'accès aux mers chaudes et stabiliser tout le front européen qui s'étendait en 1945 de Stettin à Trieste pour le prolonger, cette fois, jusqu'à Ankara en passant par Athènes. La pactomanie américaine aidant, un second croissant stratégique fut créé lorsque l'on décida en 1959 de la mise sur pied du *Central Treaty Organization* (CENTO) (États-Unis, Turquie, Iran, Pakistan) pour freiner les ardeurs des Soviétiques au Moyen-Orient.

Le CENTO était le légitime successeur du pacte de Bagdad qui s'effondra en 1958 suite à la défection de l'Irak. Ces bouleversements suivaient de peu le lamentable échec de Suez, ce qui ne pouvait que renforcer la volonté des Britanniques de maintenir leurs troupes à Chypre.

Chypre, objet de convoitise

Au XIX^e siècle, c'est surtout pour empêcher que Chypre ne tombât sous le coup d'influences étrangères que le Royaume-Uni fit en sorte qu'il y fût invité. Dans les années 1950, toutefois, Chypre occupait déjà une place importante dans le dispositif militaire des Britanniques. En 1958, les Britanniques décidaient d'entreposer à Dhékélia et Akrotiri des bombardiers porteurs de bombes nucléaires, suite à une réorientation de leur politique de défense. La vocation nucléaire des Britanniques venait ainsi de conférer à Chypre une importante dimension «otanique», ce que les États-Unis s'étaient toujours plu à

souhaiter. L'indépendance de Chypre en 1960 fut suivie, en 1964 et 1967, d'importants conflits communautaires qui contribuèrent à relancer la question du double partage de l'île entre la Grèce et la Turquie. En réalité, c'est grâce à la farouche ténacité du président Makarios que fut évitée en 1964 la division de l'île, alors même que le plan «Acheson» avait déjà recueilli l'assentiment d'Athènes et d'Ankara. Est-ce une coïncidence si de nouveaux troubles communautaires éclatent en 1967, alors même qu'Athènes et Ankara se sont engagées dans des négociations secrètes sur l'avenir de l'île? Toujours est-il que les États-Unis réussissent à empêcher les Turcs de débarquer, des bâtiments de la VI^e flotte formant écran entre Chypre et la côte de l'Anatolie. Une fois n'est pas coutume, et juillet 1974 marque la date du débarquement turc à Chypre, suite à la malencontreuse initiative du régime des colonels grecs visant à déposer le président Makarios.

Un cessez-le-feu précaire est établi grâce aux efforts déployés à la Conférence de Genève, mais les hostilités reprennent en août. La Grèce, déjà soupçonneuse de la condescendance américaine à l'égard de la Turquie, choisit alors de se retirer de l'organisation militaire de l'OTAN tout en restant, à l'instar de la France en 1964, membre de l'Organisation atlantique.

Si la Grèce a refusé d'intervenir militairement à Chypre, c'est en grande partie parce que ses moyens ne lui permettaient pas de le faire. Chypre est aux portes de la côte de l'Anatolie et de l'importante baie d'Iskanderum, alors que 400 kilomètres (248 milles) la séparent des îles Dodécannèse, et pratiquement 1000 km (622 milles) d'Athènes. La Turquie par ailleurs a la maîtrise absolue de l'air, une flotte maritime, militaire, cela va sans dire, beaucoup plus importante que celle des Grecs, et des forces armées fortes de 450,000 hommes. La Grèce, en revanche, ne compte que 160,000 hommes sous les drapeaux et dispose, au contraire de son «alliée», la Turquie, de peu de péniches de débarquement. Sa liberté de manœuvre était, de plus, singulièrement limitée du fait de la présence à Smir du Q.G. intégré du commandement aérien du flanc sud de l'OTAN.

Les atouts stratégiques

L'importance stratégique de la Turquie pour les États-Unis est évidemment beaucoup plus considérable que celle de la Grèce qui n'a pas, au contraire de la Turquie, de frontières communes avec l'URSS. Le principal rôle stratégique de la Grèce à l'intérieur de l'OTAN est précisément de défendre son propre territoire, alors même